

L'autogestion yougoslave : pour une appropriation plurielle des bilans

samedi 30 avril 2011, par [SAMARY Catherine](#) (Date de rédaction antérieure : février 2010).

Contribution aux journées de débat sur les alternatives au capitalisme, à l'occasion du centenaire de la CNT (1910-2010), Barcelone, 16 avril 2010 (actes du colloque).

Sommaire

- [Les mots pour le dire... \(...\)](#)
- [L'autogestion yougoslave, pour](#)
- [Les tensions entre finalités](#)
- [Choc externes et facteurs](#)
- [La restauration capitaliste](#)

RESUME

Le démantèlement violent de la fédération et du système yougoslave au cours de la décennie 1990, sans émergence d'alternative inter-nationaliste et autogestionnaire donnent du poids aux forces réactionnaires qui, au plan mondial ou local, veulent imposer leur monopole d'interprétation des échecs : niant toute portée progressiste des révolutions et expériences passées du rupture avec le capitalisme, elles veulent briser ce faisant toute velléité de contestation de l'ordre existant.

Et c'est pourquoi s'emparer des bilans du passé, contre toute approche fataliste et linéaire, est une tâche politique majeure dans les résistances actuelles. Elle ne pourra être assurée que par une certaine pluralité d'éclairages internes/externes sur les expériences et l'interprétation des périodes clés de ce passé où plusieurs orientations étaient possibles.

Pour contribuer à ces débats nécessaires, trois parties sont présentées ici :

1°) Une réflexion sur le contenu de la notion d'autogestion, en fonction de finalités et aspirations largement partagées par les mouvements émancipateurs, en le distinguant des différentes expériences et modèles : il s'agit de mettre en évidence les finalités sous-jacentes à des projets autogestionnaires, afin de trouver les critères permettant de discuter des écarts entre les expériences et les finalités - ainsi que les moyens de les réduire.

2°) En fonction d'une telle démarche les différentes phases du système yougoslave autogestionnaires sont évoquées : le bilan des tensions et contradictions rencontrées est synthétisé ainsi que les principales causes internes et externes de crise.

3°) La troisième partie analyse sur cette base le démantèlement du système et de la fédération yougoslaves : c'est-à-dire comment les droits de propriété sociale et les droits nationaux ont été « territorialisés » et ethnicisés par les nouveaux pouvoirs d'Etat-nation.

Summary

The violent dismantlement of the Yugoslav system and federation during the 1990s, with no international and selfmanaged alternative, has given strength to reactionary forces, at the local or world level, willing to impose their monopole of interpretation of failures : through their denying of any progressist assets of the past revolutions and first experiences of rupture with capitalim, they want to break any attempt of criticism of the existing order.

That is why mastering the balance-sheet of the past, against fatalist and linear views, is a key political task for the ongoing resistances. That can be done only through a process of pluralist internal/external points of views about experiences and interpretations of key periods of the past when alternatives orientations were possible.

As a contribution to those necessary debates, three parts are here presented.

1°) A discussion about the meaning of « self-management » as a notion expressing fundamental ends and aspirations of emancipatory movements. The stake is to distinguish ends from means, and clarify « words », finding criteria to judge the gaps between concrete experiences and ends, and means to reduce them.

2°) With such a methodology, the different phases of the Yugoslav selfmanagement system are analysed, : the tensions and contradictions of each phase, but also the internal and external causes of the crises are stressed ;

3°) The third part analyses how the Yugoslav system and federation were dismanteled : i.e. how the new nation-states « territorialized » and ethnicised the rights of ownership and the national rights.

La crise et l'éclatement sanglant du système et de la fédération yougoslaves ont conforté (à l'extérieur de la Yougoslavie) l'idée qu'il n'y avait rien à perdre, à garder ou à apprendre de ce passé-là : soit parce que l'autogestion n'y aurait été qu'un chiffon de papier bureaucratique, sans aucune réalité ; soit parce qu'il s'agissait d'un système fondamentalement inefficace quelles qu'aient été ses généreuses intentions. Cette perception contraste avec l'importance de la « yougonostalgie » aujourd'hui souvent constatée parmi les populations de l'ancienne fédération face aux dénigrements arrogants de tout apport de ce passé.

Mais les mots sont brouillés autant que les bilans qui n'ont pas eu l'espace politique (et cela fait partie des causes profondes de l'échec...) et le temps pour être tirés. Les nettoyages ethniques de territoires et le démantèlement de la fédération au cours de la décennie 1990, sans émergence d'alternative inter-nationaliste et autogestionnaire donnent du poids aux forces réactionnaires qui, au plan mondial ou local, veulent briser tout lien avec les révoltes et révolutions passées : elles veulent imposer leur monopole d'interprétation des échecs pour briser les racines encore vivaces avec ces passés et toute velléité de contestation de l'ordre existant.

Et c'est pourquoi s'emparer des bilans du passé est une tâche politique majeure dans les résistances actuelles. Elle ne pourra être assurée que par des rencontres de points de vue internes/externes par rapport à l'ancienne Yougoslavie impliquant une certaine pluralité d'expériences et de points de vue. Ces rencontres entre différentes générations, notamment, sont essentielles dans « l'espace yougoslave » [1], avec pour enjeu immédiat non seulement de préserver ne serait-ce qu'une « mémoire » des luttes et expériences passées, mais aussi de permettre leur analyse par des jeunes qui n'ont vécu que le démantèlement et la désintégration sociale de l'ancien système et des moins

jeunes, acteurs encore vivants de certaines « bifurcations » historiques où tout était encore possible...

Les débats nécessaires devraient d'abord porter sur les principes de l'autogestion, ses finalités (indépendamment des mots pour désigner les systèmes). Si l'on veut éviter les dogmatismes ou sectarismes, ces finalités doivent être explicitées et pouvoir être, bien sûr contestées. Elles sont donc susceptibles d'être enrichies et actualisées, mais sont en quelque sorte la « trace » inter-générationnelle, voire à vocation universelle, d'aspirations profondes, durables, passées/présentes exprimées dans les luttes et mouvements démocratiques de masse. De ce travail d'explicitation des finalités, peut naître une grille de lecture critique des expériences et « modèles » : et c'est à la lumière des conflits associés à ces aspirations, que l'histoire de l'autogestion yougoslave et de son démantèlement peut être relue...

On assimile souvent autogestion et expérience yougoslave de « socialisme de marché » (un système où l'autogestion était atomisée, entreprise par entreprise, avec le marché comme coordination, donc sans planification). Or ce modèle-là, ne fut qu'une phase (et extrêmement conflictuelle) de l'histoire de l'autogestion yougoslave. Celle-ci fut introduite et modifiée au cours de trois décennies de réformes, en fonction de conflits majeurs. Outre le point de départ (le conflit, durable, avec l'URSS stalinisée) ce sont les contradictions internes impliquant les « acteurs » du système qui ont produit des tensions et des réformes. Et à moins de concevoir un système « en chambre », les conflits et contradictions doivent être intégrés à la pensée, non comme « anomalies », mais comme forme d'existence de la démocratie à inventer. L'étude des conflits yougoslaves n'est donc pas celle d'un échec, mais d'une expérience vivante confrontée à ce que tout mouvement d'émancipation devra résoudre... Les acteurs en étaient les travailleurs autogestionnaires (dans leur complexité, inégalité de formation, diversité culturelle, linguistique, religieuse, rapports nationaux, de genre, etc...) ; mais aussi les « peuples » d'une fédération multinationale, aux identités subjectives évolutives, selon les relations de tensions ou au contraire de rapprochement qui se construisaient. Et l'ensemble était relié par des combinaisons évolutives de plan et de marché, mais aussi évidemment, par des institutions politiques et syndicales ou associatives qui « représentaient » ces acteurs.

La question de l'horizon de gestion, des droits et des institutions permettant les prises de décision, la solidarité sans l'étouffement des diversités, est évidemment au cœur des questions complexes à débattre et résoudre, par approximation, dans des contextes évolutifs - donc en distinguant principes généraux susceptibles d'être repris sous divers cieux, d'une part ; et d'autre part, réponses concrètes donc « moyens » de résoudre les questions qui se posent, en fonction des contextes, valeurs dominantes, niveaux de développement, tensions, etc...

C'est dire qu'il faut clarifier de quoi on parle, les notions utilisées. On ne pourra progresser sans distinguer les finalités (autogestionnaires) et les moyens ou « systèmes » proposés pour y répondre, de façon à permettre la prise en compte... de l'imprévu.

Les mots pour le dire... Des buts et des moyens

Si la notion d'autogestion garde ou retrouve un sens, c'est en fonction de sa capacité à exprimer des finalités simples et transparentes, faciles à expliciter : *autogestion* ? L'avenir dira si le mot est repris, ou si d'autres sont trouvés pour exprimer ce que l'on veut... Mais *autogestion* à l'avantage de dire simplement quelque chose d'essentiel : gestion par soi-même, par chaque individu.

Cela ne signifie pas individualisme et égoïsme, mais responsabilité individuelle, libre arbitre personnel. La coopération, « l'association libre des producteurs » peut être enrichie d'une optique vaste de la diversité des individus aux multiples facettes : on est producteur dans divers domaines et

doté de qualification différentes et usager ; ou encore citoyen au sens le plus large des enjeux politiques... On est membre de diverses communautés : hommes/femmes, parents, jeunes, personnes âgées, communautés professionnelles, religieuses, culturelles diverses, etc... Des associations peuvent exprimer librement des points de vue spécifiques qui ne sont pas pour autant homogènes non plus au sein de chaque « communautés », afin que soient pris en compte des questions occultées, des discriminations – sans qu'il revienne à chaque communauté de résoudre seule ces problèmes : c'est l'élargissement des horizons de tou-te-s qui est essentiel dans ce processus combinant luttes et formes d'organisations autonomes et mixité politique, au sens le plus riche. L'individu doit rester libre de gérer l'articulation évolutive et à géométrie variable de ses propres facettes : qu'est-ce qui domine, dépend de la question posée le concernant... à un titre ou un autre.

Gestion de quoi ? Il ne faut pas être limitatif sur ce plan non plus : il n'y a aucune raison par exemple, qu'un travailleur ne soit responsable que de la gestion du produit correspondant à l'emploi où il se trouve (souvent par hasard). Pourquoi d'ailleurs le serait-il exclusivement : pourquoi l'organisation de la poste et le prix des timbres relèveraient-ils seulement des travailleurs des postes ? Pourquoi les conditions de production dans les mines seraient-elle seulement un enjeu pour les mineurs ? Pourquoi laisser aux seuls travailleurs des services de transports publics ou de production de voitures la réponse au choix sur ce qu'il est préférable de produire ? Et en quoi les questions de distribution des revenus, d'écart acceptable ou pas, d'organisation du temps de travail et de loisir n'appartiendraient qu'à des catégories particulières ? De façon très large, il faut donc penser « l'autogestion » comme droit/responsabilité pour chacun-e de participer à la gestion de tout ce qui concerne cet individu dans la (re)production des moyens d'existence – qu'il s'agisse de l'éducation ou du travail, que celui-ci soit manuel ou intellectuel, industriel, agricole ou de services, rémunéré ou bénévole, y inclus domestique... et de ce qui est nécessaire pour vivre en général. Il s'agit donc pour chaque individu de pouvoir être responsable de tout ce qui le/la concerne.

Une telle finalité exprime un projet émancipateur radical sans même qu'il soit besoin de se dire « anti-capitaliste »... Un tel *droit humain général à une pleine responsabilité et aux moyens de l'assumer*, peut être défendu au cœur de systèmes qui disent prôner la « liberté, égalité, fraternité » tout en étant capitalistes. C'est un formidable levier politique, social et moral pour mettre en évidence le grand écart entre ces droits proclamés et la réalité... Et c'est bien le système (capitaliste) que l'on peut mettre à nu dans ses relations d'exploitation et toutes les inégalités de classe qu'il génère face aux droits reconnus, obstacles de base pour réduire l'écart entre la réalité et ces droits. De même pouvait-on (et pourra-t-on) dans les pays se réclamant socialistes s'emparer des droits reconnus à la « propriété sociale » et responsabilité de sa gestion, dans un cadre supposé sans rapport d'exploitation et de domination, pour critiquer le bureaucratisme et les tendances au monopole de pouvoir de tous les partis et Etats autoproclamés socialistes, voire autogestionnaires ou même « sans partis »...

L'autogestion comme principe ou droit général est, par essence, contradictoire avec les rapports de domination et d'exploitation, quels que soient leurs mécanismes spécifiques de réalisation – capitaliste ou pas.

C'est pourquoi aussi l'autogestion, dans ses finalités, peut être associée au « socialisme » (ou « communisme »). Mais à la condition de procéder de la même façon envers des mots et notions tout autant brouillées par l'expérience : expliciter les finalités que peuvent exprimer (aujourd'hui comme hier, et plus que jamais) ces mots-là – au-delà et en critique des « modèles ». Le but du « socialisme/communisme n'est-il pas la pleine et universelle responsabilité des êtres humains, à titre individuel et collectif, sur leur travail et la façon de satisfaire les besoins et la remise en cause de tout rapport d'exploitation et de domination ?

Il faut pouvoir intégrer au bilan ... l'imprévu ou ce qui a été sous-estimé dans le passé : les rapports de domination hommes/femmes que la remise en cause de la propriété privée capitaliste sont loin de

supprimer ; les rapports de domination entre nations... Mais aussi les nouvelles stratifications sociales qui subsistent voire se développent y compris quand on remet en cause la bourgeoisie comme classe spécifique associée aux rapports d'exploitation marchands capitalistes. Réduire tous rapports de domination/exploitation contemporains aux rapports bourgeois/prolétaires (ou au capitalisme, en étendant la notion au-delà de ce qui lui est spécifique - la logique d'accumulation monétaire et son appropriation au travers de rapports de propriété marchands dominants) - est un appauvrissement de la pensée. C'est un aveuglement sur ce qui doit être pensé comme un enjeu non prévu par Marx, une difficulté « normale » de toute révolution, et non pas une exception, le stalinisme - même si des circonstances historiques propre à l'isolement de la révolution d'Octobre et à l'absence de recul lui ont donné une forme monstrueuse. Le recul de tout le siècle et l'analyse des réformes et des nouvelles révolutions surgies en conflit avec l'URSS dominante, doivent aider à penser et combattre consciemment contre de telles évolutions bureaucratiques et répressives : elles sont en germe présentes dans les partis, y compris de la gauche radicale dénonçant le stalinisme et pourtant interdisant les tendances en leur sein, ou se privant d'analyser les comportements dominateurs et bureaucratiques dans les rapports aux mouvements sociaux... Tout mouvement à projet émancipateur doit s'emparer de l'analyse et de la critique du substitutisme de parti, des inégalités de pouvoir associées aux inégalités de qualification, de genre, d'origines... Et même des comportements de passivité qui se cristallisent sur la base de relations de confiance initiales, pour devenir la base de chantage affectifs et appel à la discipline et loyauté « de parti » où l'individu doit se soumettre à un « intérêt général » défini et imposé par quelques un-e-s.

La réflexion sur les moyens institutionnels, légaux, pratiques, de combattre le bureaucratisme et le « substitutisme », avant qu'ils ne se transforment en pouvoir cristallisé d'une « élite » ou d'un parti/Etat, est une composant essentielle de la réflexion sur l'autogestion. Et il est loin d'être prouvé que la logique anarchiste (sensible à ces enjeux plus tôt que les marxistes) de suppression des institutions, des partis, des associations, est la réponse à cette question. L'héritage doit être mis à plat de façon systématique, avec un va-et-vient analytique entre les finalités et les moyens [2] tels qu'ils ont été mis en œuvre dans la grande diversité des expériences.

Si l'enjeu démocratique est généralement reconnu comme essentiel, on est très loin, pour l'instant, d'avoir des réponses satisfaisantes (parce que suffisamment testées expérimentalement) quant au mode d'organisation de l'économie et de la démocratie, sur l'utilisation de l'argent, de la planification et du marché ; ni sur les différentes formes possibles de propriété et, de façon générale, sur les institutions adéquates à de telles finalités... Mais on ne part pas de rien, si l'on veut bien étudier ce qui a existé - dont l'expérience yougoslave (mais aussi toutes les expériences coopératives et associatives du passé ou du présent...).

Dans l'appropriation collective et la discussion des « modèles » et expériences historiques, l'étude de la Yougoslavie titiste est exceptionnelle par son ampleur et son audace innovatrice, dans un contexte particulièrement difficile (« détail » souvent omis) : pour la première fois, un régime politique du XX^e siècle issu d'une révolution victorieuse après des luttes sanglantes antifascistes [3] et dans un environnement capitaliste et impérialiste redoutables se confrontait à la première expérience de dégénérescence bureaucratique d'une révolution - celle de l'URSS. Et pour lui résister, il décide d'abolir le salariat... se réclamant de Marx contre Staline.

Il faut d'abord souligner la genèse, la force et les limites de cette audace, puis les différents systèmes où se sont insérés les droits évolutifs de gestion reconnus aux travailleurs à partir de 1950 - en réponse à des conflits...

L'autogestion yougoslave, pour résister à Staline...

Si les cadres communistes yougoslaves (de toutes nationalités, autour de Josip Broz dit Tito), n'avaient pas été nourris dans leur éducation (souvent dans les geôles de la dictature yougoslave de l'entre-deux guerre, interdisant le PC) par l'étude des soviets surgis dans les révolutions de Russie ; s'ils n'avaient pas été formés dans le creuset de luttes internationalistes [4], ils n'auraient pas eu ce souffle leur permettant de diriger jusqu'à la prise du pouvoir une puissante mobilisation populaire révolutionnaire et multinationale ; et ils n'auraient pu résister au Kremlin. Cette résistance ne surgit pas en 1948 dans un ciel serein, sans tempêtes dans les rapports avec Moscou - des rapports ambigus.

Dans le partage du monde décidé entre grandes puissances alliées (Roosevelt, Churchill, Staline...) contre le fascisme pendant la guerre, la Yougoslavie ne faisait pas partie du « glacis soviétique » (de la zone d'influence réservée à l'URSS) : elle *aurait dû* rester une monarchie ancrée dans la partie « occidentale » du monde. Le Parti communiste, dont les forces étaient passées de quelque 5000 membres à plusieurs centaines de milliers de partisans armés dans le contexte de la résistance, était en mesure de rejeter la monarchie et les strapontins parlementaires qui lui étaient promis - alors qu'il avait été interdit et réprimé par la dictature dans la première Yougoslavie (dans l'entre-deux guerres), dominée par la dynastie serbe.

Tito n'était pas un « homme de Staline ». Ayant organisé les Brigades internationales en Espagne et constaté la disparition d'anciens brigadistes et de ses proches dans les geôles de Moscou, il se défiait du Kremlin. Par ailleurs, bien des cadres du PCY dont lui-même, avaient connu les prisons de la dictature sous le règne de la royauté serbe réfugiée à Londres pendant la guerre, à la suite de l'invasion de la Yougoslavie par les troupes de l'Axe allemandes et italiennes. Ce premier régime yougoslave avait de surcroît été perçu comme « une prison des peuples » par son aspect unitariste (ne reconnaissant pas toute la diversité des peuples de la région), en même temps qu'il était resté dépendant des financements capitalistes externes incapables d'assurer l'industrialisation de la majeure partie du pays.

Les Partisans, à la tête d'une Armée populaire de libération forte de quelque 500 000 combattants dont l'état-major était communiste, établirent des organes de pouvoir sur tous les territoires libérés, sur des bases préfigurant une future fédération. Cela donna à cette résistance une profonde légitimation et force contre les oustachis (fascistes) croates et face à l'autre résistance nationaliste serbe des forces « tchetnik s » pro-royalistes et anti-communistes, initialement reconnue par les Alliés. Les Comités de libération nationale établis sur les territoires libérés par les Partisans, distribuaient la terre aux paysans. Ceux-ci, dans un pays à 80% encore agricole, représentaient l'immense majorité des membres de base du PC, bien que les intellectuels et les ouvriers en soient les cadres. Des Comités de libération nationale étaient établis comme organes de pouvoir locaux qui annulaient les dettes des populations paupérisées et structuraient l'armée et les territoires sur des bases fédérales (reconnaissant la diversité des nations yougoslaves). Malgré les protestations de Staline qui exigeait un « respect » des tractations diplomatiques, les communistes yougoslaves ne cachaient pas la « faucille et le marteau » qui symbolisaient leurs finalités.

L'acte fondateur de la deuxième Yougoslavie se situa en pleine guerre, sur des bases révolutionnaires et démocratiques qui assurèrent la popularité, l'efficacité et donc la victoire contre le fascisme, en même temps que la défaite des courants nationalistes et des projets royalistes : les délégués des Comités de libération nationale de tous les territoires, réunis en 1943 lors de la conférence du Conseil antifasciste de libération nationale de la Yougoslavie (AVNOJ selon les initiales serbo-croates) proclamèrent la nouvelle Yougoslavie sur ces bases fédératives, en rejetant explicitement la monarchie, contre les choix des Alliés. Les représentants de la Grande-Bretagne,

venus sur le terrain constater les rapports de force, durent reconnaître les Partisans comme la résistance de base antifasciste largement dominante et populaire (et non pas les Tchétniks royalistes)...

Parallèlement, les rencontres des dirigeants communistes de toute la région (de la Bulgarie à la Hongrie en passant par la Roumanie, l'Albanie et la Grèce) avec ceux du PCY, préparaient des projets de confédération balkanique non subordonnés aux vues et au contrôle du Kremlin...

C'est cela fondamentalement, et cela seul, que Staline voulut briser en 1948 en « excommunant » la Yougoslavie titiste. Elle fut accusée de façon évidemment mensongère d'avoir basculé dans le camp « ennemi » (impérialiste)... Cette rupture n'était pas souhaitée par les dirigeants yougoslaves qui avaient réprimé toute critique interne de l'URSS et avaient reproduit son « modèle » centraliste jusqu'au moment de la rupture. En effet, en organisant la résistance yougoslave sur des bases indépendantes de Moscou (notamment au plan militaire, la base de leur pouvoir), ils avaient combiné deux choix politiques : d'un côté, ils n'avaient en pratique respecté aucune des limites imposées par Staline et ses Alliés - et la lutte antifasciste qu'ils avaient dirigée l'avait emportée parce qu'elle était profondément populaire et efficace dans la capacité à battre le fascisme et ses alliés, sur le terrain ... Mais, en même temps, ils escomptaient l'aide soviétique dans le rapport de force international et dans la reconstruction après guerre ; et ils n'avaient pas exprimé publiquement de critiques envers Moscou - dont ils acceptèrent le choix d'établir à Belgrade le Bureau du Komintern, après guerre, tout en sachant qu'ils étaient « sous haute surveillance », ce faisant...

Le schisme Staline/Tito fut donc (dans le monde entier) inattendu : Moscou avait vanté les mérites de Tito - alors que celui-ci se déclarait « le premier stalinien »... Derrière la cessation brutale de toute aide soviétique et les mensonges qui tentaient de légitimer cet abandon aux yeux du mouvement communiste mondial, il s'agissait d'isoler un régime dont l'indépendance risquait de faire tâche d'huile, capable de contester l'hégémonie soviétique sur les PC et en premier lieu sur tous ceux de la région.

Le régime titiste fut taxé (dans la continuité avec les grands procès de Moscou) d'espion « pro-impérialiste » ; le refus de collectiviser les terres des petits paysans n'était-il pas la « preuve » de cette accusation ? Une vague de procès staliniens se répandit dans la région, assortie de purges et pendaisons ou emprisonnements impulsés par le Kremlin contre tous les « titistes » réels ou présumés des PC d'Europe de l'Est et au-delà entre 1948 et 1954 [5]. Tous les PC occidentaux - dont le PCF - s'alignèrent sur les thèses de Moscou...

Milovan Djilas dirigeant du PCY en 1948, fournit après la rupture avec Staline une interprétation du comportement du Kremlin, reprenant substantiellement la thèse de la dégénérescence bureaucratique de la révolution russe que soutenait Trotsky dans « la Révolution Trahie ». Il soulignait comment la situation de « forteresse assiégée » et d'isolement de la révolution d'Octobre avait favorisé l'étatisation du régime et sa transformation en grande puissance essayant d'imposer son hégémonie aux partis frères. Mais il sera quelques années plus tard lui même réprimé pour avoir critiqué en Yougoslavie même les tendances au bureaucratisme et à l'émergence d'une « nouvelle classe »...

L'introduction de l'autogestion dès 1950 visait, de façon cohérente, à se distinguer radicalement du « modèle » soviétique - mais sans remettre en cause le système de parti unique... C'est l'autonomie, la profonde popularité de la révolution yougoslave, la réalité des convictions communistes de ses dirigeants qui permettent de comprendre cette audace. Mais ce qui allait en marquer les limites demeurait l'absence de réelle démocratie socialiste, et l'ambiguïté des rapports avec l'URSS post stalinienne [6].

Ce fut le premier grand schisme du « camp soviétique », proclamant officiellement la fin du salariat comme enjeu central du projet socialiste, en même temps qu'une première critique de l'URSS. Elle allait ouvrir les vannes intérieure à une réelle pensée marxiste critique et innovante, dont le dirigeant Edouard Kardelj, théoricien du régime, fut sans doute un symbole dont on ne trouve pas d'équivalent dans les autres partis communistes au pouvoir [7]. Mais c'est surtout dans les marges ouvertes à l'intérieur de la Ligue des communistes yougoslaves et dans sa périphérie que s'exprimèrent divers courants d'analyse marxistes, notamment celui de la revue Praxis qui organisa pendant des années des rencontres avec la nouvelle gauche internationale, dans l'île de Korčula. Mais ces marges d'expression libre seront perçues comme de dangereux « débordements » dès lors que des mouvements autonomes du parti (dans la jeunesse, l'intelligentsia ou les syndicats) allaient prendre leur essor, à la fin de la décennie 1960 dans le contexte des tensions produites par le « socialisme de marché ».

Les tensions entre finalités autogestionnaires et droits : les différentes réformes yougoslaves...

Le bilan sur trois décennies de l'autogestion yougoslave est loin d'être unilatéralement un échec, mais il combine deux traits contradictoires :

- un approfondissement des droits de l'autogestion (exprimant une profonde popularité des droits reconnus, comme facteur de dignité) : c'est une des *sources majeures de croissance et d'élévation du niveau de vie* jusqu'à la fin des années 1970 ;
- l'absence de cadre politique (institutionnel) démocratique adéquat pour permettre aux autogestionnaires eux-mêmes de résoudre les tensions et difficultés surgies.

Son échec puis sa destruction est la résultante d'une combinaison de facteurs politico-économiques *internes et externes* - la bureaucratie des différents partis/Etats s'autonomisant dans les années 1970 à la fois des militants et dirigeants associés au passé révolutionnaire et des institutions fédérales pour accroître la confédéralisation du système : ce sera le creuset - comme ailleurs - d'un basculement d'une partie substantielle de ces appareils vers la mondialisation capitaliste, sous pression externe de la dette au début des années 1980 [8].

Mais il faut revenir sur les grandes étapes de ce processus non linéaire.

La première phase (1953-1965) connut les plus forts taux de croissance, appuyés sur l'introduction des conseils ouvriers. Leur gestion locale se confrontait à une planification dont les critères et choix leur échappaient. Le plan était pourtant assoupli, concentré sur les grandes priorités, et basé sur des fonds d'investissement sortant du budget de l'Etat.

Lors du premier congrès de l'autogestion organisé en 1957 pour résister au nouvel interventionnisme soviétique manifesté en Hongrie (en 1956), sur quelque 1700 délégués, plus de 60% étaient des ouvriers en poste - et 80% étaient peu qualifiés. Et dans les années 1960, l'autogestion proclamée *voie universelle au socialisme* (et pas seulement yougoslave) était désormais perçue comme un droit et un idéal à atteindre pour réaliser la pleine responsabilité des individus dans toutes les sphères de la société. Mais le maintien d'une planification, même assouplie, sous contrôle d'instances fédérales du parti/Etat était source de conflits à la fois avec les organes d'autogestion et entre les républiques. On pouvait alors socialiser, par des formes autogestionnaires de représentation, à la fois le plan et l'Etat en démocratisant les procédures de choix et de gestion des fonds publics - ce qui supposait aussi renoncer au monopole politique du parti unique. Mais telle ne fut pas l'orientation des dirigeants titistes, Leur privilège de pouvoir politique fut préservé, en

élargissant les marges du marché...

La deuxième phase (1965-1971) est la seule qui puisse être qualifiée de *socialisme de marché*. Elle fut très courte, à cause des tensions produites par les réformes.

Celles-ci démantelèrent les fonds d'investissement et toute planification, élargissant donc les mécanismes de formation des prix par le marché, y compris le marché international par l'abaissement des protections sur le commerce extérieur. Le système bancaire lui-même fut transformé en le tournant vers des critères d'allocation des ressources sur des bases de rentabilité.

Mais il faut comprendre les enjeux sous-jacents, non réductible à ceux du parti unique, et qui peuvent se reproduire ailleurs : ces réformes, dans un contexte de forte croissance et popularité du régime, répondaient d'une part aux pressions des républiques riches voulant augmenter au plan institutionnel la confédéralisation du système (avec des droits accrus des républiques sur le centre fédéral), mais surtout, du côté slovène et croate (les républiques les plus riches) remettant en cause les politiques de redistribution des régions riches vers les autres. D'autre part, la décentralisation marchande répondait aussi aux demandes d'augmentation des droits d'autogestion reconnus aux travailleurs (droits d'embauche et de licenciement, droit de gestion de divers fonds) au sein des entreprises, ce qui était perçu comme une remise en cause de tout plan au profit d'une gestion entreprise par entreprise, reliée par le marché, supposé neutre et efficace - les banques assurant l'allocation des ressources en fonction de la rentabilité.

Cette deuxième phase se traduisit rapidement par le creusement des écarts de revenus entre entreprises et régions, le développement du chômage et la montée de l'inflation. Il se produisit une multiplication de grèves ouvrières et universitaires entre 1968 et 1971 contre ces inégalités, contre " la bourgeoisie rouge ", pour une " autogestion de bas en haut " (c'est-à-dire substantiellement pour une planification autogestionnaire encadrant et limitant les rapports marchands). Parallèlement, la désagrégation des solidarités entre régions s'exprimait par les revendications émanant des directions des républiques les plus riches (Slovénie et Croatie) visant à rendre plus systématique encore la décentralisation : il s'agissait pour elles d'une part de conserver l'intégralité des ressources en devises provenant de leurs échanges ; et d'autre part de remettre en cause les fonds d'aide aux régions les moins développées qui subsistaient encore - notamment en faveur du Kosovo, la région la plus pauvre de Serbie.

La gauche marxiste dénonça le socialisme de marché comme une réponse, illusoire et piégée, à l'étouffement réel de l'autogestion par le système de planification en vigueur auparavant, au lieu d'œuvrer à sa démocratisation réelle. Elle critiquait la perte de substance des droits d'autogestion dans l'horizon étroit des entreprises mises en concurrence par le marché, la pression de critères de rentabilité contraires au principe de revenus selon le travail, ainsi que l'autonomisation rampante des directions d'entreprises et des banques depuis la dissolution des fonds planifiés. La montée des grèves illustre ces processus qui se traduisaient aussi, comme dans la Tchécoslovaquie de 1968-1969 par la radicalisation des syndicats officiels.

La légitimation idéologique et légale des réformes avait été la propriété sociale autogérée, interprétée de fait comme propriété des collectifs d'entreprises coordonnées par les banques. Et cela même allait en faciliter la contestation au nom de l'autogestion et d'un approfondissement de la réflexion sur la propriété sociale, critiquant à la fois l'étatisme et le corporatisme d'entreprise...

C'est donc sous l'influence des résistances sociales et analyses formulées par la gauche marxiste que le mouvement étudiant revendiqua en 1968 *l'autogestion de bas en haut !*, une planification autogestionnaire et la représentation politique des organes d'autogestion à l'échelle fédérale dans des chambres *ad hoc* élargissant l'horizon de la gestion à la société tout entière et politisant ses

enjeux. Les « privatisations frauduleuses » étaient dénoncées, derrière les « entreprises de groupes de citoyens », l'accroissement des inégalités et l'autonomisation des instances de gestion technocratiques et financière.

Le bureaucratisme et le parti unique, y inclus le culte de Tito, suscitaient des réactions critiques et caustiques chez les jeunes – dont témoignaient les journaux, notamment en Slovénie. Mais les idéaux socialistes n'étaient pas discrédités et la solidarité avec les peuples en lutte contre l'impérialisme était réelle, notamment dans la jeunesse. Les libertés culturelles acquises, grâce à l'autogestion pratiquée dans l'édition, l'université et dans les médias, sont certainement bien supérieures – en dépit de l'interdiction du pluralisme politique – que dans bien des « démocraties » parlementaires.

Parallèlement, au Kosovo, province de Serbie, les Albanais qui représentaient 80% de sa population, s'emparaient des premières marges de décentralisation économique et institutionnelle du système introduites en 1965 pour revendiquer en 1968 l'égalité en droit avec les peuples slaves constituant la fédération, assortie d'un statut de république pour la province [9].

Ces mouvements trouvèrent peu de relais internationaux car ils exprimaient une contestation au sein d'un régime titiste, à part dans le monde communiste : beaucoup de ceux qui critiquaient l'URSS tout en se disant socialistes se tournaient vers le régime yougoslave idéalisé, se défiant de ses contestataires...

Le Printemps de Prague en 1968 avait au contraire un impact mondial parce qu'il surgissait en plein cœur du « camp soviétique », d'une part ; mais aussi parce que, catalysé par les réformes impulsées par une aile réformatrice du parti dirigeant, le mouvement avait une tout autre ampleur au plan national et international...

L'intervention soviétique en Tchécoslovaquie occulta ce qui se passait en Yougoslavie, de par son importance ; mais aussi parce que, dans un pays qui avait déjà subi les agressions stalinienne, le régime titiste s'en empara pour opérer, à sa façon, une discrète reprise en main.

La dernière phase (1971-1980), avant la crise des années 1980-1990 fut typique des réponses titistes face aux conflits : une combinaison de répression sélective et de droits accrus... des changements constitutionnels substantiels concédèrent en grande partie des droits revendiqués, tout en ayant réprimé les mouvements qui les avaient exprimés.

Tito fit l'éloge des aspirations socialistes exprimées par les jeunes... Mais les leaders furent emprisonnés. Les enseignants de Praxis, tenus pour responsables des débordements jeunes, furent interdits de tout enseignement (après une résistance des structures d'autogestion universitaires pendant plusieurs années). Ils conservèrent leurs emplois de chercheurs, mais la revue Praxis et ses conférences internationales furent interdites... Comme la gauche marxiste l'avait proposé, le système bancaire fut resocialisé, subordonné aux entreprises autogérées. Contre les pouvoirs technocratiques, les grandes entreprises furent divisées en unités de base (« organes de base du travail associé » - OBTA selon les initiales serbo-croates) aux pouvoirs consolidés et dotés du droit de s'associer dans une « planification autogestionnaire », contractuelle. Celle-ci, ainsi que la transformation des fonds bancaires subordonnés à l'autogestion des entreprises, marquait un coup d'arrêt au socialisme de marché. Un système de délégations dans des Chambres de l'autogestion fut institué – mais il fut limité malheureusement au seul plan des républiques et provinces ne fournissant donc pas de cadre multi-national (inter-républicain) où les travailleurs autogestionnaires pourraient dépasser les horizons nationalistes au plan fédéral).

Des « Communautés d'intérêt autogestionnaires » (SIZ, selon les initiales serbo-croates) associèrent les usagers et travailleurs des services, dans les crèches, hôpitaux, transports (ce qui étendit considérablement les réseaux de services dans les petites municipalités) ...

La nouvelle Constitution de 1974 entérina tous ces changements, désarmant doublement la gauche marxiste contestataire : par la répression sélective et par l'institutionnalisation d'une partie de ses critiques confortant l'image internationale innovatrice du régime.

De façon similaire, mais sur des bases incohérentes, la Constitution incorporait une réponse au mouvement croate qui en 1971 revendiquait contre la gauche marxiste plus de décentralisation marchande du commerce extérieur et le droit de garder les devises du commerce extérieur... Ces droits furent institutionnalisés après avoir réprimé les dirigeants du « printemps croate ».

Parallèlement, le régime titiste s'empara de la dénonciation de l'intervention soviétique faite par également par l'Albanie d'Enver Hodja pour établir des liens culturels avec ce voisin et tenter de clamer le jeu avec les Albanais du Kosovo. La nouvelle Constitution accentua l'aspect confédératif du système et donna au Kosovo un statut de quasi-république se rapprochant de ce que réclamaient les manifestations albanaises... réprimées en 1968 : le Kosovo était représenté comme les républiques et avec les mêmes droits dans les instances fédérales. La *clé ethnique* instituant une rotation annuelle de la présidence à chaque nation fut étendue aux Albanais. Mais ceux-ci ne devenaient pas pour autant un « peuple constituant » doté du droit d'autodétermination. Et le Kosovo restait formellement province de Serbie, bien que Belgrade n'ait pas droit de regard sur sa gestion.

Slobodan Milosevic *tranchera* ces ambiguïtés en 1989 en réintroduisant la subordination de la province à Belgrade, avec le soutien des instances fédérales...

Mais dans l'immédiat des années 1970, l'albanisation de la province se renforça et le taux de scolarisation universitaire des jeunes albanais fut un des plus élevés, préparant en fait un chômage jeune, de masse...

Pour tenter de maîtriser l'aspect éminemment conflictuel et fragile de la Constitution, *il y fut incorporé le rôle dirigeant du parti...* Celui-ci s'était vidé de sa substance la plus militante et critique ; et il perdit au tournant des années 1980 les cadres issus de la révolution qui avaient joué des rôles d'arbitres des conflits, notamment le théoricien du régime, Edouard Kardelj et Tito. Rongé par la corruption, le parti se différençia de plus en plus sur des bases nationalistes puisque la confédéralisation du système élargissait les privilèges de pouvoir et de gestion économique de chaque république et province... Il n'y avait pas non plus de cadre fédéral donnant du poids à ce qui rapprochait les travailleurs autogestionnaires - puisque les Chambres ad hoc n'existaient qu'au plan communal et républicain/provincial - pas national.

La combinaison de droits décentralisés accrus (y compris la subordination des banques aux organes d'autogestion des entreprises) et de répression favorisa donc la montée du chacun pour soi et un endettement généralisé d'une ultime phase de croissance.

Choc externes et facteurs endogènes de crise : l'absence de cadre politique de résistance autogestionnaire

Les chocs pétroliers puis, au tournant de 1980, la montée des taux d'intérêt sur les crédits externes, ajoutèrent des facteurs extérieurs d'augmentation de l'endettement aux causes internes.

Les résistances (les milliers de grèves comme les frondes des républiques) qui s'opposèrent aux divers plans de remboursement de la dette nourrirent l'hyperinflation des années 1980 [10]. Celle-ci donna du poids aux préceptes néo-libéraux du Fonds monétaire international (FMI), dans ce pays comme ailleurs. Les réformes du dernier gouvernement yougoslave d'Ante Markovic en 1989 observent la doctrine libérale tant en ce qui concerne la politique dite de stabilisation (contre l'inflation) que les changements structurels touchant à la propriété. La politique d'austérité chercha

à mettre fin aux droits autogestionnaires, c'est-à-dire à la propriété sociale, non étatisée. La logique des privatisations ne pouvait pas se réaliser directement, elle est passée par... *l'étatisation et la conquête territoriale, ethnicisant à la fois les conflits, les droits nationaux et les droits sociaux...*

Le titisme ne fut donc pas le seul responsable de l'échec : les pressions soviétiques récurrentes puis celles du FMI et du nouvel ordre mondial et européen dans les années 1980 ont pesé lourdement. Mais en 1956 comme à la fin des années 1960, une résistance réelle du régime yougoslave à l'interventionnisme soviétique, soutenant et cherchant à étendre de façon internationaliste les aspirations socialistes autogestionnaires, aurait été populaire chez les pays frères et ailleurs dans le monde [11]. Les dirigeants yougoslaves n'ont pas fait ce choix-là. La répression a signifié la montée de la corruption et du discrédit du régime, ainsi que son incapacité à offrir une sortie de crise sur des bases socialistes.

L'enjeu essentiel ne porte pas d'abord sur les mesures concrètes mais sur les procédures : il n'y a jamais eu de débats publics, politiques au sens riche, sur ce que pourraient être les critères d'efficacité (les buts, donc) adéquats à la société yougoslave autogestionnaire. Il n'y a donc jamais eu non plus de débats sur les moyens pour y parvenir et de mobilisation des intéressés pour mettre en œuvre les décisions communes.

Le tournant vers le libéralisme et le nationalisme dans les années 1980-1990 ont été le prix terrifiant à payer pour cette absence de démocratie : les "valeurs" nationalistes devinrent le point d'appui des diverses bureaucraties se transformant en nouvelle bourgeoisie cherchant à contrôler l'appropriation des richesses par la formation d'Etats-nation sur des bases ethniques...

On peut encore trouver (dans des discussions avec des acteurs qui ont été impliqués dans les organes d'autogestion dans les années 1980) des traces d'une contradiction : d'un côté, l'autogestion restait, voire était de plus en plus populaire chez les travailleurs (parce que le temps de deux générations avait été nécessaire pour un apprentissage concret associé à un « statut » de dignité et que la décentralisation des structures d'autogestion dans les unités de base la rapprochait des intéressés),... Mais d'un autre côté, ils n'avaient aucun cadre politique ou syndical pour exprimer leurs aspirations et s'appuyer sur elles pour trouver des réponses à la crise à l'échelle de la société tout entière. La popularité de l'autogestion parmi les travailleurs se combinait à son impuissance, et se confrontait à un système incohérent au plan macro-économique - ce qu'exprimaient l'hyperinflation et les multiples gaspillages ainsi que la paralysie d'ensemble du système. Cette crise et la répression furent ensemble les racines d'un basculement essentiel de la majeure partie des intellectuels vers le nationalisme ou le libéralisme... La place prédominante dans l'appareil des années 1980 de cadres pragmatiques attachés essentiellement à leurs privilèges de pouvoir, sous pression des grandes tendances à l'œuvre sur le plan international, allait marquer la fin de tout projet politique progressiste yougoslave, de poids.

La restauration capitaliste : le démantèlement étatisé des droits sociaux et nationaux vers les privatisations

Les transformations générales de la propriété opérées en Yougoslavie à partir de 1989 vont être introduites comme une réponse à la crise économique visant à rétablir une cohérence de marché. Or, en Yougoslavie plus que dans les autres pays socialistes, les travailleurs jouissaient de droits explicites de propriétaires collectifs. Il était impossible de les supprimer frontalement encore moins... après une consultation démocratique étant donné la popularité de l'autogestion parmi les travailleurs.

La première loi fédérale sur les privatisations sous le gouvernement du croate libéral Ante Markovic (qui fit l'objet d'adaptations dans certaines républiques en 1990-1991), *privait la propriété sociale de sa prépondérance en mettant sur le même plan toutes les formes de propriété.*

Les réformes d'Ante Markovic de 1989-1990 furent élaborées et acceptées par l'ensemble des représentants des républiques et provinces qui siégeaient dans les instances fédérales sur des bases égalitaires et bénéficiaient du droit de veto, sans aucun débat constitutionnel, sans aucune consultation populaire.

À cette époque, Slobodan Milosevic était déjà au pouvoir en Serbie. Formé à la gestion bancaire, il joua un rôle actif dans la préparation des réformes. Selon Susan Woodward [12] qui évoque les travaux précédant l'adoption de la loi, " les propositions avancées par la "commission Milosevic" en mai 1988 ont été rédigées par des économistes libéraux et directement tirées du livre de recettes du FMI ". *Elles avaient pour objectifs la suppression des droits autogestionnaires et l'émergence, à terme, d'un rapport de propriété capital/travail salarié.* Mais, en Yougoslavie encore moins qu'ailleurs un tel objectif ne fut jamais explicité. Il fallait démanteler la propriété sociale, sans le dire. Et contourner les droits acquis, notamment dans les grandes entreprises.

La loi démantela *l'aspect sociétal* de la propriété en donnant aux entreprises autogérées (de façon éclatée) *le statut de vrais propriétaires, en droit de privatiser "leur" entreprise.* *L'atomisation des entreprises,* nécessaire à la compétition marchande, remet également en question la planification autogestionnaire. Mais la forme du processus engagé permit de maintenir les droits autogestionnaires là où ils étaient le plus concrets, à savoir dans l'horizon borné de *l'entreprise.* Chaque collectif d'entreprise devait commencer par faire évaluer "son" capital social, étape ouvrant la voie à une privatisation ultérieure.

La première phase des réformes consistait donc à revenir, sans le dire et sans la moindre consultation populaire, vers *la propriété de groupe,* pourtant explicitement exclue par la Constitution de 1974. La " révolution " [13] (combinaison de révolution dans le système et de réformes par en haut, sans réelles mobilisations d'en bas définissant les objectifs) était en marche, contournant le tabou de l'autogestion.

Quel(s) État(s) allaient être bénéficiaire(s) et garant(s) des privatisations ?

La crise socio-économique et politique d'ensemble de la décennie 1980 affecta la crédibilité de l'État fédéral. Le nationalisme post-yougoslave fournissait une double source de légitimation à une transition en deux volets : changement de la propriété et éclatement de la Fédération. Aux anciens avantages de l'autogestion socialiste allaient se substituer ceux du communautarisme nationaliste pour les catégories les plus fragilisées (travailleurs et paysans attendant de "leur" État qu'il protège leur emploi et leur terre) et la proclamation du droit de quitter la Fédération (autodétermination) consolidant l'ethnisation/étatisation de la propriété.

Ce droit à l'autodétermination était ambigu [14] : s'agissait-il d'un droit des peuples constitutifs de la Yougoslavie ou d'un droit des républiques, sachant que ces dernières comportaient généralement de fortes minorités ou plusieurs communautés reconnues comme peuples ? Sans pouvoir en discuter longuement ici, disons que le droit à l'autodétermination fut interprété de façon conflictuelle et évolutive, en quelque sorte "à la carte" : droit de l'État et procédures fréquentes de consultation des citoyens par référendum là où la communauté demandant l'autodétermination était majoritaire ; droit des peuples au sens ethno-national prévalant partout où la communauté concernée était minoritaire et éclatée dans plusieurs États, chacune refusant aux autres ce qu'elle exigeait pour elle-même.

Dans la décennie 1990, l'éclatement de la Fédération eut pour enjeu l'établissement de frontières par les nouveaux États-nations émergents [15] - qui allaient pouvoir contrôler les privatisations à leur bénéfice, de façon généralement clientéliste.

Ils entendaient s'appropriier les richesses (et les devises tirées de l'exportation) correspondant à ces territoires et, parallèlement, assurer leur insertion en ordre dispersé dans la construction européenne et la mondialisation. Les conflits et guerres dans l'espace yougoslave, notamment en Bosnie et au Kosovo relèvent, au plan intérieur, de cette logique de contrôle des territoires, tributaire de majorités ethniques.

Cependant, toutes les communautés nationales de l'ancienne Yougoslavie n'étaient pas dotées des mêmes statuts donc les mêmes droits à l'autodétermination évoqués plus haut, ni des mêmes relais institutionnels pour faire valoir leur cause.

Les Albanais et les Hongrois de Yougoslavie n'avaient pas le statut de « nation » (*narod* au sens ethno-national) mais celui de « nationalités » (*narodni*) terme visant à éviter celui de minorité et dont l'État de référence se situait à l'extérieur : ils ne jouissaient pas du droit à l'autodétermination. En revanche, les provinces de Voïvodine et du Kosovo, qui faisaient explicitement partie de la République de Serbie (art. 1^{er} de la Constitution de 1974), bénéficiaient de droits qui se sont progressivement imposés dans la pratique, notamment un droit de veto dans les instances fédérales, et de représentants dans ces mêmes instances. Slobodan Milosevic "résoudra" les incohérences de ce statut par la manière forte en rétablissant le pouvoir de Belgrade sur les provinces et, partant, sur les mines du Kosovo.

Autres entités fragiles, la Bosnie-Herzégovine et la Macédoine, dont le statut de république et les droits nationaux de leurs peuples respectifs avaient été consolidés par le titisme et le cadre yougoslave, bientôt jugés "artificiels" et donc contestés, en leur sein même [16] et par leurs voisins. Les représentants de ces deux Républiques s'efforcèrent désespérément de maintenir un cadre yougoslave de compromis entre les projets de plus en plus confédéralistes de la Slovénie et de la Croatie et la recentralisation de la Fédération au profit de la majorité serbe, préconisée par Belgrade. La sécession de la Slovénie et de la Croatie en juin 1991 les plaça devant un dilemme : l'indépendance au risque de confrontations ou le tête-à-tête avec la Serbie dans une Yougoslavie tronquée.

Le Monténégro, quant à lui, fut tiraillé entre plusieurs logiques mais il resta attaché, à défaut d'indépendance, à la consolidation titiste de son autonomie et à ses prérogatives économiques - qu'il n'exerça vraiment qu'après 1997 (lois de privatisation, système monétaire, régime douanier propres) - comme base de négociation de son alliance avec la Serbie, résistant à toute variante d'État unitaire, puis basculant vers l'indépendance.

Slobodan Milosevic s'efforça de contrôler le territoire le plus vaste possible en jouant sur tous les registres idéologiques. Il se présenta en défenseur des minorités et intérêts serbes au Kosovo, en Croatie et en Bosnie tout en négociant avec le dirigeant croate F. Tudjman le partage de la Bosnie et en faisant vibrer la corde "yougoslave" : celle-ci était essentielle pour conserver l'intégrité d'une Serbie multiethnique, consolider l'alliance avec le Monténégro et ne pas s'aliéner l'armée soucieuse de voir perdurer l'État yougoslave, source de ses privilèges.

Pourtant, l'abrogation des dispositions de la Constitution de 1974 sur la propriété sociale et le statut des provinces de Serbie marqua le début de son éclatement. En juin 1991 la Slovénie et la Croatie, gouvernées par des partis indépendantistes arrivés au pouvoir en 1990, proclamèrent leur indépendance, entérinée par l'UE à l'automne 1991 et, juridiquement, en janvier 1992.

La transformation de système relevait désormais des nouveaux États indépendants [17]. Ce sont incontestablement les succès de l'autogestion yougoslave en Slovénie, principale bénéficiaire du passé titiste - et la non destruction radicale de ces acquis (les uns expliquant l'autre...) qui sont à la source de la différence notable de la Slovénie par rapport aux autres États issus du démantèlement de la fédération et du système d'autogestion [18]... Même cette différence là, parce qu'elle est le produit de résistances sociales encore vives, demeure intolérable et sous pression des institutions européennes et de la mondialisation, donc digne... d'être étudiée et soutenue.

CATHERINE SAMARY, FEVRIER 2010

P.-S.

* Publié par Viento Sur, avec la version espagnole :

www.vientosur.info/documentos/Yugoslavia.pdf

Notes

[1] Elles ont commencé, notamment en Slovénie, lors d'une conférence internationale en octobre 2007, en résistance aux nouvelles interprétations officielles de l'histoire, criminalisant la résistance antifasciste pendant la Seconde guerre mondiale et réhabilitant comme « patriotes » les forces fascistes et anti-communistes... cf <http://uneventment.blogspot.com/>

[2] J'ai contribué sous diverses facettes à ce débat, développé dans les articles que l'on peut trouver sur ESSF et sur <http://csamary.free.fr>. dans la rubrique correspondant aux alternatives.

[3] Il y a eu plus d'un million de morts dans l'espace yougoslave pendant la seconde guerre mondiale, victimes de la guerre mondiale, contre les puissances occupantes de l'Allemagne et de l'Italie fascistes, et des guerres civiles imbriquées dans ces combats, contre les forces réactionnaires intérieures prônant des projets d'Etat-nation qui propageaient les haines inter-ethniques.

[4] Tito était responsable de l'envoi des Brigades internationales en Espagne contre le franquisme - et cette lutte-là a marqué et formé de nombreux cadres communistes yougoslaves... Staline ne s'y est pas trompé qui a voulu dissoudre ce parti. Pour se protéger, Tito avait évité certains voyages à Moscou et soutenu un mode de fonctionnement du PCY clandestin, indépendant y compris des financements soviétiques...

[5] Milovan Djilas, Une guerre dans la guerre, Robert Laffont, 1979 et Conversations avec Staline, Gallimard 1962 ; Vladimir Dedijer Le défi de Tito, Gallimard, 1970 ; François Fejtö, L'Histoire des démocraties populaires, Le Seuil, 1952, 1992.

[6] Cf. La réconciliation soviéto-yougoslave 1954-1958 - Illusions et désillusions de Tito, Pierre Maurer, DelVal, 1991.

[7] KARDELJ E. (1976), Les contradicti

[8] Sur les diverses phases et mécanismes des réformes yougoslaves cf. Le marché contre l'autogestion, l'expérience yougoslave, Ed. Publisud/LaBrèche, 1988 ; et avec des aspects comparatifs aux autres pays d'Europe de l'Est, le Cahier de l'IIRE de 1992, « plan, marché et démocratie » ; sur la période de crise, cf. La déchirure yougoslave : questions pour l'Europe (L'Harmattan, 1998) ; enfin, sur la phase ultime de démantèlement du système, Yougoslavie : de la décomposition aux enjeux européens , Ed. du Cygne, 2008.

[9] ROUX M. (1999), Le K

[10] Les années 1980 sont celles d'une politique restrictive d'ajustement extérieur, d'une stagnation du produit social, etc. En ont résulté des tensions politiques croissantes qui permettent de mieux comprendre la suite, c'est-à-dire la montée des nationalismes et, en fin de compte, l'éclatement de la Yougoslavie.

[11] Sur les grandes bifurcations et transformations en Europe de l'Est, cf. <http://semimarx.free.fr/>

[12] WOODWARD S.L. (1995).

[13] Le néologisme utilisé à la fois par Timoty Garton Ash (1993) pour décrire les transformations d'Europe de l'Est et par Predrag Matvejevitch auteur croato-yougoslave qui a écrit notamment « Le monde des 'ex »

[14] SAMARY C. (1999c).

[15] Kubli O.L. (1998) Du nationalisme yougoslave aux nationalismes post-yougoslaves, , L'Harmattan ; MOROKVASIC M., éd. (1992), "Yougoslavie : logiques de l'exclusion", numéro spécial de Peuples méditerranéens, 61, octobre-décembre ; MASSON D. (2002), L'utilisation de la guerre dans la construction des systèmes politiques en Serbie et en Croatie, 1989-1995, Paris : l'Harmattan.

[16] Les Serbes de Bosnie-Herzégovine refusaient que cette République deviennent indépendante et les Croates qui y vivaient revendiquaient le rattachement de l'" Herzeg-Bosna " à la Croatie. Cf. BOUGAREL X. (1996), Bosnie. Anatomie d'un conflit, Paris : La Découverte. Dérens J-A & Samary C « les conflits yougoslaves de A à Z », Ed. De l'Atelier (2000) ; MASSON D. (2002), L'utilisation de la guerre dans la construction des systèmes politiques en Serbie et en Croatie, 1989-1995, Paris : l'Harmattan ; GLAMOČAK M. (2002), La transition guerrière yougoslave, Paris : l'Harmattan.

[17] RECEO Revue d'Etudes comparatives Est/Ouest (1999), Les transformations économiques dans la péninsule des Balkans, numéro spécial coordonné par Y. Rizopoulos, vol. 30, n° 4, décembre, Paris : CNRS ; RECEO (2004) Volume 35 - mars-juin, n° 1-2, sur la transition serbe, incluant notamment mon analyse comparative de la Serbie et des autres transformations en Europe de l'Est : ESSF (article 7526) [Réinsérer la Serbie dans l'analyse de la transition : rapports de propriété, Etat et salariat](#) ; Papić Z., Ed. (2001), International Support Policies to Southeast European Countries : Lessons (not) Learned in B-H, Sarajevo : Müller.

[18] VUKADINOVIC N. "Slovénie", Études du CERI, Paris (plusieurs années depuis 1999) : Fondation nationale des sciences politiques ; cf. également, FELICE M. DE (1995), "Slovénie des atouts mis à profit", in E. Lhomel, LHOMEL E., éd. (2000), "L'Europe centrale et orientale. Dix ans de transformations (1989-1999)", Les études de la Documentation française, CEDUCEE.